

Michelin

Valls vient saluer les effets des aides accordées à Michelin : CICE, etc ...

L'industrie en France ne cesse d'être cassée par le capital et Michelin fait partie des fossoyeurs d'emplois en chiffre.



1980 : Michelin Clermont 30 000, France 55 000

2016 : Michelin Clermont 12 000, France 19 000

Chiffres officiellement donnés par la direction.

Valls se déplace dans le centre de recherche où les salariés sont fiers de sortir de nouveaux produits. Cette recherche doit servir à maintenir les productions en France, il faut investir industriellement en France et à Clermont.

Il est du devoir de l'état d'exiger aux entreprises de développer l'emploi sur le territoire et de ne plus accompagner les fermetures. Ça suffit, trop d'argent est donné à l'entreprise pour uniquement satisfaire l'actionnaire. Les aides et subventions publiques représentent 67,2 millions d'euros perçues par la manufacture Michelin en 2014, crédit d'impôts recherche 30,5 millions pour créer des nouveaux produits. Michelin s'est vu accordé la suppression de la taxe foncière sur le centre de recherche de près de 1 million d'euros, par la municipalité et l'intercommunalité.

Il faut arrêter toutes ces aides aux groupes internationaux comme Michelin.

En 2016, les actionnaires du CAC 40 devraient se partager quelque 1028 milliards d'euros soit la moitié des richesses produites en France.

Les résultats et les bénéfices de Michelin depuis plusieurs années, se comptent en milliards d'euros. Les prévisions pour les années futures sont toutes au vert. Même les résultats financiers en 2015 ont surpris M. Sénard « ces résultats sont exceptionnels ».

Messieurs les politiques, arrêtez de satisfaire l'appétit du MEDEF, écoutez les salariés qui souffrent, écoutez leurs revendications !

Les grands groupes peuvent satisfaire les revendications des salariés !

La CGT revendique :

- ⇒ la reconnaissance de la pénibilité avec des départs anticipés à la charge de l'entreprise,
- ⇒ des investissements en France pour maintenir et développer l'industrialisation dans les sites,
- ⇒ des hausses de salaires de + 450 euros mensuels (nécessaires pour vivre de son travail),
- ⇒ l'arrêt des subventions pour les entreprises qui dégraissent leurs effectifs,
- ⇒ l'arrêt de toutes attaques contre le droit du travail en commençant par la loi travail.

Jusqu'à la fin du quinquennat, Hollande élu aussi avec les voix des salariés sert le capital plutôt que d'être à côté de ceux qui aspiraient à une politique sociale.

Le 1^{er} Ministre a montré son mépris envers les salariés en imposant dictatorialement la loi travail par le 49.3.